

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/MA/M/10**

22 juillet 1997

(97-3080)

## Comité de l'accès aux marchés

### COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 24 JUIN 1997

Président : M. Moha Ouali Tagma (Maroc)

<u>Ordre du jour de la réunion</u>	<u>Page</u>
1. Demande de statut d'observateur au Comité présentée par le Système économique latino-américain (SELA) . . . . .	1
2. Communication de la documentation en relation avec les modifications du SH96 . . . . .	2
3. Adoption du mode de présentation pour la notification des restrictions quantitatives . . . . .	2
4. Base de données intégrée . . . . .	3
5. Autres questions . . . . .	5
- Vérification des listes sur feuillets mobiles	
- Date de la prochaine réunion du Comité	

### Introduction

L'ordre du jour ci-dessus, qui figurait dans le document WTO/AIR/617 en date du 13 juin 1997, a été adopté sans changement.

#### 1. Demande de statut d'observateur au Comité présentée par le Système économique latino-américain (SELA)

1.1 Le Président a informé les membres du Comité qu'il avait reçu en mai dernier du Système économique latino-américain (SELA) une communication dans laquelle ce dernier demandait au Comité d'examiner la possibilité de le considérer comme observateur. Il a rappelé que le SELA était une organisation intergouvernementale groupant 17 pays de l'Amérique latine et des Caraïbes établie par la Convention de Panama en juillet 1975, que son mandat principal était de renforcer la coopération sociale et l'économie interrégionale ainsi que de servir de forum pour des consultations entre ses pays membres que, de plus, le statut d'observateur lui avait été accordé au sein du Comité du commerce et du développement et qu'il avait participé, en tant qu'observateur, à la Conférence ministérielle de

Singapour. Le Président a ensuite demandé aux membres du Comité s'ils étaient disposés à accorder au SELA le statut d'observateur au sein du Comité de l'accès aux marchés.

1.2 Le représentant des Etats-Unis a fait valoir que l'octroi du statut d'observateur au SELA était à l'examen dans le cadre du Conseil général et a déclaré qu'il préférerait attendre que la question soit réglée dans ce contexte.

1.3 Dans ces circonstances, le Président a suggéré de renvoyer l'examen de ce point à une prochaine réunion du Comité.

## 2. Communication de la documentation en relation avec les modifications du SH96

2.1 Le Président a indiqué que la situation concernant la documentation était indiquée dans la révision 9 du document G/MA/TAR/2 et qu'elle se résumait ainsi: 35 communications contenant les changements relatifs au SH96 avaient été reçues par le Secrétariat, dont deux seulement avaient été certifiées. Deux pays, le Brunéi Darussalam et l'Afrique du Sud, n'avaient soumis qu'une documentation préliminaire et six Membres, l'Egypte, El Salvador, le Honduras, le Mexique, le Pakistan et le Zimbabwe, n'avaient pas encore présenté les documents nécessaires. Le Président a noté que deux des pays mentionnés avaient demandé l'assistance technique du Secrétariat pour la préparation de leur documentation.

2.2. Dans ce contexte, Le Président a fait le point sur le travail entrepris par le Président du Conseil du commerce des marchandises sur cette question. A la suite d'une série de consultations informelles sur la question des "modifications et rectifications apportées aux listes de concessions et leur certification", soulevée à l'origine par la Suisse, une communication du Président du CCM exposant deux approches, une à court terme et une à long terme, avait été distribuée. En résumé, ce compte rendu prévoyait qu'à court terme les Membres poursuivraient sans délai le travail relatif à la vérification et à la certification de la documentation SH96. A cet effet, et dans le but d'assister les Membres intéressés, le Secrétariat pourrait convertir la documentation concernant le SH96 disponible sur support informatique dans un système standard de base de données. Le résultat de cette conversion non seulement permettrait d'assister les Membres dans leur travail de vérification, mais constituerait également une importante base sur support électronique pour de futures initiatives en matière de libéralisation du commerce. A titre d'information, le Président a noté que 21 documents avaient été présentés dans un format électronique. Il a ajouté que le Secrétariat serait très reconnaissant aux Membres qui n'avaient pas soumis leur documentation en version électronique d'envisager cette possibilité afin de lui éviter, dans la mesure du possible, d'avoir à accomplir cette tâche lui-même. Il a en outre indiqué qu'un certain nombre de points avaient été soulevés dans le cadre de l'approche à long terme, que les problèmes identifiés entraîneraient une modification des décisions actuellement en vigueur utilisées pour les rectifications et modifications des listes de concessions et que ce travail était poursuivi dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises.

2.3 Le représentant du Japon a fait part de son inquiétude face aux demandes de renouvellement des dérogations qui pouvaient entraver l'approbation à une date rapprochée des projets de listes de nombreux pays.

## 3. Adoption du mode de présentation pour la notification des restrictions quantitatives

3.1 Le Président a rappelé que le format qui avait été approuvé par le Comité à sa réunion du 3 mars 1997 était contenu dans le document G/MA/W/13 en date du 6 mai dernier. Il avait alors été convenu que le format proposé serait légèrement modifié pour tenir compte des remarques formulées par certaines délégations et serait proposé pour adoption aux membres du Comité à la présente réunion.

3.2 Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est déclaré prêt à accepter ce document mais a rappelé qu'à la dernière réunion sa délégation avait proposé de faire figurer sur la première page une phrase encourageant les Membres à notifier s'ils maintenaient ou non des restrictions quantitatives. A son avis, cela assurerait une complète transparence et les délégations pourraient ainsi savoir si un Membre particulier n'avait rien à notifier.

3.3 Le représentant des Communautés européennes a souhaité que le Secrétariat prévoit d'ores et déjà le traitement de ces informations sous un format électronique afin d'éviter de devoir résoudre à un moment donné des problèmes de manipulation similaires à ceux existant actuellement.

3.4 Le délégué de la Corée a fait savoir que, concernant la première page du document, il suggérerait d'indiquer s'il s'agissait d'une première notification ou si une notification avait déjà été effectuée et, dans ce dernier cas, de mentionner les documents de l'OMC y relatifs, ce qui faciliterait le travail de référence des Membres.

3.5 Le Président a rappelé à l'intention du délégué de la Nouvelle-Zélande qu'à la première page du document, il est précisé que, si un pays ne maintenait pas ou n'appliquait pas de restrictions quantitatives, ce dernier n'était pas tenu de notifier.

3.6 Le délégué de la Nouvelle-Zélande a proposé la modification suivante: "les Membres sont encouragés à fournir cette information à des fins de transparence". Cette proposition a été appuyée par les délégations de l'Equateur, du Nigéria et du Pérou.

3.7 Le délégué des Communautés européennes a ajouté que, les Membres étant simplement encouragés à fournir une information négative, un traitement systématique par voie électronique serait bienvenu, ce qui permettrait de procéder très facilement et très rapidement à l'inventaire des notifications de ce type de mesures.

3.8 M. Léger (Secrétariat de l'OMC) a précisé qu'en ce qui concernait le traitement des renseignements sur les restrictions quantitatives un format un peu différent, dont le contenu serait le même, pourrait être suggéré. Au lieu de retranscrire les données dans une banque de données, il serait possible d'obtenir les renseignements directement, à partir de disquettes ou de bandes magnétiques, qui pourraient faire partie de la base de données intégrée. Il a proposé de modifier le format et d'en aviser les délégués.

3.9 Résumant le débat, le Président a indiqué que le paragraphe pertinent du document G/MA/W/13 serait modifié comme suit: "les Membres sont encouragés à fournir ces informations à des fins de transparence". Compte tenu également de la mention requise par la Corée, et des observations du Secrétariat concernant le traitement électronique des données, il a proposé que le document soit approuvé par le Comité. Il en a été ainsi décidé.

#### 4. Base de données intégrée

4.1 Le Président a fait observer que la BDI avait été établie par une décision du Conseil du GATT du 10 novembre 1987 (IBDD, S34/73) qui établissait le fondement juridique des activités liées au fonctionnement de la base de données intégrée. Il a rappelé que, depuis un certain temps au Comité, des discussions formelles et informelles avaient lieu sur le transfert de la BDI actuelle de l'ordinateur central à un environnement d'ordinateurs personnels, ce qui supposait l'utilisation de technologies nouvelles pour améliorer le fonctionnement de la BDI. Des progrès importants avaient été réalisés ces derniers mois dans le cadre de consultations informelles, et avaient permis de jeter les bases d'un consensus sur ce point et de faire avancer la réforme. Indépendamment de l'adaptation de la BDI à la technologie moderne, un élément capital de cette réforme était qu'elle instaurait une certaine flexibilité

dans la communication des données ce qui réduisait la charge que celle-ci représentait pour les Membres. Une description détaillée de la nouvelle BDI sur PC figurait dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1. Le Président a proposé au Comité que le transfert de la BDI actuelle soit fondé sur les éléments suivants:

- a) création de la BDI sur PC conformément aux indications données dans le document G/MA/IDB/1;
- b) lorsque le Comité en conviendrait, il serait possible d'étendre ultérieurement le champ de la BDI sur PC à des données autres que celles qui étaient mentionnées dans le document G/MA/IDB/1;
- c) pour assurer la plus large participation possible des Membres à la BDI sur PC, les Membres seraient autorisés à communiquer les données dans n'importe quel format pour PC;
- d) le Secrétariat fournirait aux Membres qui en feraient la demande une assistance technique concernant la communication des données requises;
- e) pour l'instant, l'accès à la BDI serait réservé aux Membres et entités qui avaient déjà ce droit dans le cadre de la BDI actuelle; le Comité pourrait décider ultérieurement d'élargir cet accès.

Le Président a ajouté que la décision de 1987 permettait de modifier les modalités de fonctionnement de la BDI sur PC, mais qu'il avait été jugé important lors des consultations informelles de disposer d'une base solide pour la communication des renseignements nécessaires au fonctionnement de la BDI sur PC. A cet effet, le Conseil général devrait adopter une décision et un projet de texte avait été distribué. Le Président a proposé que le projet de décision soit présenté au Conseil du commerce des marchandises à sa prochaine réunion et transmis au Conseil général pour adoption.

Le Président a également rappelé que le projet portait sur les points suivants:

1. Les Membres de l'OMC communiqueraient au Secrétariat, sur une base annuelle, les renseignements mentionnés dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1.
2. Le Secrétariat fournirait aux Membres qui en feraient la demande une assistance technique concernant la communication des données requises pour la base de données intégrée sur ordinateurs personnels.
3. La communication des données requises pour la base de données intégrée sur ordinateurs personnels serait sans préjudice des droits et obligations des Membres au titre des Accords de l'OMC.

Il a demandé au Comité si, compte tenu de ces précisions, il pouvait approuver les éléments mentionnés concernant la réforme de la BDI et s'il pouvait également convenir de transmettre au Conseil du commerce des marchandises le projet de décision sur la communication de renseignements en lui recommandant de le soumettre au Conseil général pour adoption. Il en a été ainsi décidé.

4.2 Le Président s'est ensuite déclaré satisfait des résultats obtenus en vue de rendre cette conversion possible dans les limites de temps et de budget qui avaient été fixées et a remercié les membres du Comité de cet important aboutissement qui permettra, au stade opérationnel, de doter l'OMC d'une base de données solide au service de ses Membres.

5. Autres questions

- Vérification des listes sur feuillets mobiles

5.1 Le Président a rappelé aux membres du Comité qu'une décision à ce sujet avait été adoptée en date du 29 novembre 1996 et qu'un certain nombre de listes avaient été soumises sous forme de feuillets mobiles dans le cadre de l'introduction des modifications du SH96. Cependant, la vérification de ces listes avait posé quelques problèmes. Certains Membres avaient à plusieurs reprises insisté sur l'opportunité de procéder à une vérification des listes sur une base électronique. A cet effet, le Président a invité le Secrétariat à indiquer les formules qui pourraient être adoptées pour la présentation des listes sous forme de feuillets mobiles.

5.2 Une représentante du Secrétariat, se référant à la décision relative à l'établissement des listes codifiées sur feuillets mobiles et plus particulièrement au paragraphe 12 et à la vérification des listes, a indiqué que le Comité et le Conseil du commerce des marchandises avaient souvent examiné la question de la vérification électronique de ces listes à laquelle certaines délégations étaient de plus en plus favorables. Etant donné ce qui avait été réalisé pour les listes concernant les produits des technologies de l'information, la création d'une base électronique pour assister les Membres dans leur travail de vérification serait possible. La présentation des listes sur feuillets mobiles en format électronique permettrait de disposer d'un instrument de référence informatisé. Une vérification préliminaire pourrait être effectuée dans le cas des concessions qui existaient déjà en version électronique, par exemple les concessions ayant trait aux produits visés par l'ATI, aux produits pharmaceutiques ou aux positions du SH96 devant faire l'objet d'une vérification dans un proche avenir. Pour aider les Membres désireux de soumettre une liste sur feuillets mobiles, il serait donc fort utile d'adopter un format électronique, en particulier un format de base de données. Au cours de consultations informelles, certaines délégations avaient demandé la définition d'un format standard qui facilite l'opération; à cet effet, il a été distribué un document précisant la structure à retenir, c'est-à-dire les différents domaines et éléments d'information qui correspondraient aux prescriptions de la décision relative à l'établissement des listes sur feuillets mobiles. La représentante du Secrétariat a fait observer que les communications déjà reçues en relation avec le SH96 étaient converties dans un système standard par le Secrétariat mais que pour les listes sur feuillets mobiles qui seraient fournies ultérieurement, il serait bon de se conformer à la structure suggérée afin de simplifier la tâche du Secrétariat et des délégations.

5.3 Le représentant de la Suisse s'est référé au paragraphe 14 du document G/MA/IDB/1/Rev.1 qui venait d'être adopté et a fait remarquer le lien qui existait entre ce paragraphe et la vérification qui avait été évoquée juste auparavant. Ce paragraphe était ainsi rédigé: "Lorsqu'elles seront disponibles en format électronique (c'est-à-dire à la suite du processus de vérification du SH96 et après la vérification des listes sur feuillets mobiles auxquels il est procédé actuellement), les listes certifiées présentées sur feuillets mobiles pourraient être utilisées pour la vérification des consolidations tarifaires dans les communications destinées à la BDI. L'on disposerait ainsi d'une BDI fiable pour de futures négociations." L'intervenant a dit qu'il jugeait utile de faire référence à ce paragraphe étant donné que le système PC IDB constituerait un instrument de travail extrêmement utile pour tous les Membres notamment mais pas uniquement dans le contexte des vérifications de tous les changements futurs apportés aux listes de concessions. Il a noté que le contenu de ce paragraphe démontrait que, pour pouvoir utiliser le potentiel de la BDI sur PC, il était nécessaire d'avoir une base électronique contenant des données aussi sérieuses que possible et que ces données devaient être certifiées. Ainsi, plus tôt les opérations en cours seraient terminées - vérification et certification des changements au titre du SH96, des produits ITA, des produits pharmaceutiques mais également des listes sur feuillets mobiles - plus tôt le potentiel entier de la BDI pourra être utilisé. Dans ce contexte, l'intervenant a estimé qu'il était absolument nécessaire qu'une décision finale soit prise aussi rapidement que possible afin de déterminer comment les Membres vérifieraient ces listes mais, techniquement, il paraissait improbable, pour ne pas dire impossible, qu'une telle vérification puisse se faire par le biais d'une vérification électronique.

Même si le Secrétariat mettait au point un certain nombre d'instruments pour aider les Membres, cette vérification ne pourrait constituer qu'une vérification manuelle partiellement assistée par ordinateur pour un certain nombre de positions, mais pas pour la totalité des listes. Par la suite, il serait ainsi possible de disposer d'une base qui permettrait effectivement d'avancer plus vite dans ces opérations de vérification car les listes sur feuillets mobiles certifiées seraient disponibles sous format électronique. L'intervenant a également rappelé que son pays avait déjà fourni sa liste sur feuillets mobiles en format électronique et a invité les autres Membres à faire de même.

5.4 Le représentant des Etats-Unis a dit que son gouvernement appuierait la méthode exposée par le Secrétariat concernant la présentation en format électronique standard des listes sur feuillets mobiles et il s'est rangé à l'avis du délégué suisse en insistant pour sa part sur le fait que sans instrument de référence informatisé il ne serait pas possible de procéder à une vérification entièrement électronique comme on pourrait le faire ultérieurement si la situation changeait. Il n'en demeurerait pas moins que la vérification partiellement assistée par ordinateur évoquée par le Secrétariat serait extrêmement importante pour son gouvernement. Il a estimé que l'opération serait grandement simplifiée si l'on utilisait un format normalisé pour fournir les listes sur feuillets mobiles qui pourraient être comparées aux versions électroniques antérieures existantes bien que non encore vérifiées.

5.5 Le Président a suggéré que le Comité prenne note des déclarations qui avaient été faites et revienne sur cette question à sa prochaine réunion.

- Date de la prochaine réunion du Comité

5.6 Le Président a informé les membres du Comité que la prochaine réunion du Comité aurait lieu le 29 septembre 1997.